



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} avril 2016
Français
Original : anglais

Session de 2016

24 juillet 2015-27 juillet 2016

Point 12 a) de l'ordre du jour

**Questions de coordination, questions relatives
au programme et autres questions : rapports
des organes de coordination**

Rapport d'ensemble annuel du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2015

Résumé

Le présent rapport dresse un panorama d'ensemble des activités de coopération interorganisations menées dans le cadre du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) en 2015. Il rend compte des principales activités engagées par le Conseil pour promouvoir l'adoption d'une approche cohérente dans les domaines stratégique, opérationnel et administratif afin d'améliorer la coordination des initiatives prises à l'échelle du système des Nations Unies en appui aux efforts déployés dans ce domaine par les organismes intergouvernementaux. Il décrit également les mesures prises pour améliorer la cohérence et la coordination des activités de préparation et de suivi des conférences et sommets des Nations Unies à l'échelle du système. En 2015, le Conseil a poursuivi ses efforts pour accélérer la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement, soutenir la transition vers le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et promouvoir l'emploi des jeunes. Par l'intermédiaire de son Comité de haut niveau sur les programmes, il a également contribué aux travaux de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe et de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Soucieux d'améliorer l'efficacité et l'impact des activités opérationnelles du système des Nations Unies, le Conseil a, par l'entremise du Groupe des Nations Unies pour le développement, accordé la priorité à la mise en œuvre cohérente de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des



Nations Unies à l'échelle du système. Pour ce qui est des questions administratives et de gestion concernant l'ensemble du système, il s'est employé, par l'intermédiaire du Comité de haut niveau sur la gestion, à simplifier et harmoniser les pratiques institutionnelles. Le présent rapport expose enfin les activités de coordination entre les travaux du Conseil et celles d'autres organes à financement conjoint.

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| I. Introduction | 2 |
| II. Renforcer la cohérence et la coordination des politiques | 4 |
| A. Appuyer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 | 5 |
| B. Promouvoir l'emploi des jeunes | 6 |
| C. Contribuer à la révolution des données | 7 |
| III. Encourager les activités de préparation et de suivi des conférences et réunions au sommet des Nations Unies | 7 |
| A. Accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement | 9 |
| B. Faciliter l'action menée par le système des Nations Unies face aux changements climatiques. | 10 |
| IV. Accroître l'efficacité, l'efficience, la cohérence et l'effet des activités opérationnelles des Nations Unies en faveur du développement | 10 |
| V. Améliorer les fonctions administratives et de gestion du système des Nations Unies et innover en la matière. | 13 |
| VI. Appliquer les Normes comptables internationales pour le secteur public | 16 |
| VII. Accentuer la transparence et le respect du principe de responsabilité | 17 |
| VIII. Coordination entre le Conseil des chefs de secrétariat et les autres organismes à financement conjoint | 18 |
| IX. Conclusions | 18 |
| Annexe | |
| Résumé de l'état d'avancement de la mise en œuvre des conclusions et recommandations figurant dans le rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa cinquante-cinquième session (A/70/16) | 20 |

I. Introduction

1. En application de la résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social, le présent rapport récapitule les travaux menés par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) au cours de l'année écoulée. Il fait aussi suite aux dispositions du paragraphe 4 b) de la résolution 64/289 de l'Assemblée générale relative à la cohérence du système des Nations Unies, par laquelle l'Assemblée priait le Secrétaire général d'incorporer les informations portant sur les travaux du CCS dans le rapport d'examen annuel destiné au Conseil économique et social, qui est également étudié par le Comité du programme et de la coordination, et ce pour promouvoir un dialogue plus efficace. Le présent rapport porte sur l'année 2015.

2. Comme suite à la résolution 70/8, dans laquelle l'Assemblée a fait siennes les conclusions et recommandations figurant dans le rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa cinquante-cinquième session (A/70/16, chap. III.A), le présent rapport met en relief les principales activités menées sous l'égide du Conseil des chefs de secrétariat. En tant qu'organe de coordination, le Conseil, avec ses mécanismes subsidiaires – le Comité de haut niveau sur les programmes, le Comité de haut niveau sur la gestion et le Groupe des Nations Unies pour le développement –, renforce la cohérence des politiques, de la gestion et des opérations, dans le but d'accroître l'efficacité et l'efficience des activités du système des Nations Unies. Ses activités sont conduites en application des mandats donnés par des organismes intergouvernementaux et à l'appui des priorités des États Membres.

3. Dans sa résolution 70/8, l'Assemblée générale a mesuré, en adoptant les conclusions et recommandations du Comité du programme et de la coordination, l'importance croissante du rôle joué par le Conseil des chefs de secrétariat pour ce qui est de promouvoir la cohérence et la coordination à l'échelle du système, l'élimination des doubles emplois, une plus grande efficacité et un usage plus rationnel des ressources. En particulier, elle a accueilli avec satisfaction les efforts déployés par le Conseil en vue de promouvoir la coordination et la cohérence des politiques, d'appuyer les conférences et réunions au sommet des Nations Unies, de favoriser l'harmonisation et la simplification des pratiques institutionnelles et d'améliorer l'efficacité des activités opérationnelles du système. Elle a également souligné le rôle essentiel du Conseil dans la coordination, à l'échelle du système, des activités de préparation et de suivi du programme de développement pour l'après-2015.

4. Dans la même résolution, l'Assemblée générale s'est félicitée de l'action engagée pour accroître l'efficacité, la responsabilité et la crédibilité du système des Nations Unies, notamment en allégeant les contraintes administratives et procédurales. Plus précisément, l'Assemblée a noté la mise en commun des bonnes pratiques en matière de gestion des résultats, l'utilisation stratégique d'accords à long terme et le renforcement de la collaboration dans le domaine des achats, y compris par la multiplication des possibilités offertes aux fournisseurs des pays en développement et des pays en transition. Le Conseil a été prié de fournir des informations à jour sur le Centre des services communs au Brésil, qui vise à rationaliser les principaux domaines opérationnels en regroupant les services d'appui en une seule installation au niveau national. L'Assemblée générale a formulé d'autres demandes relatives à l'adoption d'une approche coordonnée du

multilinguisme, à la prise en compte de l'appui à la coopération Sud-Sud et à la poursuite du dialogue entre le Conseil et les États Membres.

5. L'année 2015 a été marquée par une série d'accords mondiaux de grande portée, dont le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) (résolution 69/283 de l'Assemblée générale, annexe II), le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (résolution 69/313 de l'Assemblée générale, annexe), le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (voir résolution 70/1 de l'Assemblée générale) et l'Accord de Paris en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ensemble, les accords constituent la base normative d'un programme porteur de transformation et d'un cadre fait de liens mutuels qui vise à améliorer la vie de tous et à mettre le monde sur la voie du développement durable. Dans le Programme 2030, l'Assemblée générale a souligné le rôle du système des Nations Unies dans l'appui à la réalisation du développement durable, notant l'avantage comparatif d'un système qui soit doté de ressources suffisantes et qui soit pertinent, cohérent, efficient et efficace à cet égard. Pour que le système des Nations Unies puisse apporter un concours efficace aux États Membres dans la mise en œuvre d'un programme mondial interconnecté, il faut une approche intégrée et coordonnée qui tienne compte du fait que l'élimination de la pauvreté, la lutte contre les inégalités, la préservation de la planète, la création d'une croissance économique soutenue et la recherche de l'inclusion sociale sont liées et dépendent les unes des autres. Le présent rapport contient une description de la manière dont le Conseil des chefs de secrétariat et ses organes subsidiaires ont, durant l'année 2015, axé leurs efforts sur l'appui à la transition vers le nouveau programme mondial.

6. La transparence et l'application du principe de responsabilité à l'égard des États Membres restent des priorités essentielles pour le Conseil. En 2015, le Conseil a continué d'avoir des échanges avec les États Membres sur des questions de fond et d'enrichir les informations mises en ligne sur son site Web (www.unsceb.org). Il a également poursuivi sa concertation avec d'autres organismes à financement conjoint, en particulier la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et le Corps commun d'inspection.

II. Renforcer la cohérence et la coordination des politiques

7. En 2015, le Conseil a mené plusieurs initiatives pour améliorer la cohérence des politiques et la coordination des programmes en ce qui concerne la transition vers le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et sa mise en œuvre future, l'emploi des jeunes et la révolution des données. Ces activités conduites à l'échelle du système l'ont été en application des mandats confiés au Conseil par des organismes intergouvernementaux, notamment l'Assemblée générale dans ses résolutions 70/1, 70/127 et 69/313.

8. En outre, à sa deuxième session ordinaire de 2015, le Conseil a concouru à la mise en œuvre du plan d'action à l'échelle du système qui vise à garantir une approche cohérente de la réalisation des buts de la Déclaration des Nations Unies sur les droits peuples autochtones, adoptée par l'Assemblée générale en 2007, et soutenu les efforts de sensibilisation sur les questions relatives aux peuples

autochtones. Le plan d'action a été élaboré conformément à la résolution 69/2 de l'Assemblée générale afin de promouvoir la cohérence du système dans la prise en compte des droits et du bien-être des peuples autochtones dans les travaux de l'Organisation à l'appui de la mise en œuvre de la Déclaration.

A. Appuyer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

9. En septembre 2015, l'Assemblée générale a adopté, dans sa résolution 70/1, une série complète d'objectifs et de cibles de développement durable porteurs de transformation qui constitue un cadre d'action visant à améliorer sensiblement la vie de tous les habitants de la planète, à protéger les ressources naturelles de la Terre et à favoriser l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives, par l'entremise d'un nouveau partenariat mondial pour le développement durable.

10. Comme suite à l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Assemblée générale a souligné, dans sa résolution 70/8, le rôle essentiel que jouait le Conseil dans la coordination, à l'échelle du système des Nations Unies, des activités de préparation et de suivi du programme de développement pour l'après-2015, conformément aux mandats applicables prescrits par les organismes intergouvernementaux. Elle a prié le Conseil d'inclure dans le présent rapport des informations sur les moyens de renforcer ce rôle afin de promouvoir la cohérence des politiques à l'échelle du système et d'assurer ainsi une coordination efficace des nombreuses activités touchant la programmation, la gestion et les opérations du programme mondial.

11. En 2015, sur la base de ses travaux antérieurs dans ce domaine, le Conseil a, par l'intermédiaire du Comité de haut niveau sur les programmes, pris des mesures pour améliorer la capacité collective du système des Nations Unies d'aider les États Membres à opérer la transition vers un programme de développement durable intégré et porteur de changement et, le moment venu, à le mettre pleinement à exécution. Ce faisant, le Comité a axé ses efforts sur les questions relatives aux inégalités, aux droits de l'homme, à la prévention des conflits et à la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives, en vue d'approfondir la collaboration et de renforcer l'intégration entre les différentes activités du système des Nations Unies.

12. Les États Membres ont admis que la montée des inégalités dans et entre les pays prenait un tour de plus en plus préoccupant. Or, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a pour objectif marquant, notamment, de ne laisser personne de côté et d'aider en premier les plus défavorisés. Cet engagement fondamental renforce le mandat actuel du système des Nations Unies qui consiste à promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme et des normes d'égalité et de non-discrimination. Afin d'aider les États Membres à remédier aux inégalités des chances, de richesses et de pouvoir et de contribuer à réduire les inégalités dans et entre les pays, le Comité de haut niveau sur les programmes a examiné les liens entre inégalités et droits de l'homme, de même que les incidences concrètes de l'intégration systématique, dans l'action menée par les Nations Unies, de mesures égalitaires et antidiscriminatoires. Sous la direction du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Comité s'est saisi de l'idée consistant à faire de la lutte contre les inégalités et les discriminations dans la mise en œuvre du Programme 2030 la base sur laquelle élaborer, à l'échelle du

système, un cadre d'action tourné vers les opérations, ancré dans les normes de l'ONU et axé sur le renforcement de la cohérence et des synergies entre les activités menées par toutes les entités des Nations Unies.

13. Dans le Programme 2030, les États Membres ont affirmé qu'il ne saurait y avoir de développement durable sans paix et sans sécurité, et qu'inversement, sans développement durable, la paix et la sécurité étaient en danger. Notant le caractère interdépendant de tous les objectifs de développement durable, ils y ont insisté sur la nécessité de trouver des solutions intégrées et de redoubler d'efforts pour prévenir et régler les conflits et édifier des sociétés pacifiques, justes et inclusives. Le Conseil reconnaît les liens critiques qui existent entre les trois piliers des mandats de l'ONU et l'importance d'une approche intégrée à l'échelle du système pour faire face aux défis mondiaux. Afin de favoriser une meilleure compréhension commune des principaux problèmes et défis associés à une telle approche, le Comité de haut niveau sur les programmes a débattu de la question et noté que la prévention des conflits était une responsabilité partagée par l'ensemble du système des Nations Unies. Il a également estimé que la gestion des risques et le renforcement de la résilience étaient deux domaines qui appelaient une analyse plus poussée.

14. Les États Membres ayant demandé que le système de développement des Nations Unies les aide de manière cohérente et intégrée à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Groupe des Nations Unies pour le développement a créé un groupe de travail sur le développement durable et arrêté un premier ensemble de principes de base afin d'orienter l'appui, apporté à l'échelle du système, à la réalisation des objectifs de développement durable. Cet appui est guidé par l'impératif de l'appropriation nationale, avec des interventions fermement déterminées par les besoins et les capacités des pays, et repose sur une analyse stratégique de plus en plus intégrée, des conseils de politique générale et le concours apporté aux programmes, qui puise dans le large éventail de compétences émanant de l'ensemble du système de développement des Nations Unies. En 2015, plus de 70 pays ont demandé aux équipes de pays des Nations Unies de les aider à intégrer les objectifs de développement durable dans leurs plans et programmes nationaux ou sectoriels.

B. Promouvoir l'emploi des jeunes

15. En 2015, l'Assemblée générale a marqué le vingtième anniversaire du Programme d'action mondial pour la jeunesse en faisant le bilan des progrès accomplis et en examinant la marche à suivre pour sa mise en œuvre intégrale et efficace. Adopté par l'Assemblée en 1995, le Programme d'action offre un cadre théorique et des directives pratiques servant à guider l'action nationale et l'appui international, afin d'améliorer le bien-être des jeunes partout dans le monde. Dans les résolutions successives qui ont traité des politiques et programmes concernant les jeunes, et tout récemment encore dans la résolution 70/127 de l'Assemblée, les États Membres ont prié les entités des Nations Unies de continuer à coordonner leurs activités pour rendre leur action en faveur de l'épanouissement des jeunes plus cohérente, globale et intégrée.

16. À sa deuxième session ordinaire de 2015, le Conseil des chefs de secrétariat a approuvé l'initiative mondiale en faveur de la création d'emplois décents pour les jeunes. Mise au point dans le cadre d'un processus consultatif interinstitutions

conduit sous la direction de l'Organisation internationale du Travail, l'initiative vise à accroître l'efficacité et la portée de l'action menée sur le plan national en ce qui concerne la création d'emplois décents pour les jeunes par le biais de partenariats multipartites. Elle s'inspire et vient en complément du Plan d'action du système des Nations Unies pour la jeunesse, dont l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes figurent parmi les cinq domaines prioritaires, et contribuera également à la réalisation des cibles définies au titre de l'objectif de développement durable 8, qui vise à promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

C. Contribuer à la révolution des données

17. L'importance que revêt l'accès à des données récentes et fiables a été l'un des thèmes récurrents du processus qui a abouti à l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans sa résolution 69/313, l'Assemblée générale a demandé au système des Nations Unies d'établir des mesures transparentes d'évaluation des progrès accomplis en matière de développement durable. Conscient du rôle précieux des données dans l'évaluation des progrès accomplis au regard des objectifs de développement durable et l'analyse détaillée des activités menées au titre des programmes, le Conseil a entrepris, en 2015, d'accroître la capacité du système de tirer parti des données d'une manière qui éclaire la programmation et la prise de décisions internes, facilite le partage d'informations et améliore la cohérence des données. À sa première session ordinaire de 2015, il a approuvé l'idée d'une révolution des données à l'échelle du système qui permette à celui-ci de mieux exploiter des technologies et sources de données nouvelles et naissantes à l'appui de la réalisation des objectifs de développement durable. L'objectif de l'initiative est de compléter les efforts actuellement déployés par la Commission de statistique en vue d'élaborer et d'appliquer un cadre d'indicateurs à l'usage du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

18. Le projet tendant à créer un catalogue des données du système des Nations Unies a eu particulièrement le vent en poupe durant l'année 2015. Il vise à optimiser les avantages qu'il y a à rendre ces données accessibles au public et à d'autres acteurs essentiels, à promouvoir la publication de données ouvertes entre les entités des Nations Unies et à élargir la disponibilité et l'accessibilité de l'information à l'appui de la prise de décisions par les organismes du système et les États Membres. À la fin de 2015, le catalogue comptait près de 4 000 lots de données. Un premier lancement public du catalogue est prévu en 2016.

III. Encourager les activités de préparation et de suivi des conférences et réunions au sommet des Nations Unies

19. En 2015, le Conseil des chefs de secrétariat a répondu aux appels lancés par l'Assemblée générale pour la coordination à l'échelle du système en ce qui concerne le suivi des conférences et réunions au sommet des Nations Unies, notamment le Sommet du Millénaire et la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, en encourageant la cohérence dans la mise en œuvre des textes issus

de ces manifestations. En outre, il a élaboré des contributions conjointes à l'échelle du système pour la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) et la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

20. En application des résolutions 67/220, 68/224 et 69/231, la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 figure en permanence à l'ordre du jour du Conseil depuis sa première session ordinaire de 2013, de manière à faciliter son suivi à l'échelle du système. Pour appuyer ce travail et renforcer la coordination, le Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, en consultation avec le Groupe consultatif interorganisations pour les pays les moins avancés, a mis au point un ensemble d'outils pour l'intégration du Programme d'action d'Istanbul dans les programmes de travail des organismes des Nations Unies. Le Groupe consultatif interorganisations a approuvé le projet de boîte à outils à sa 13^e réunion, tenue le 24 novembre 2015, et le Comité de haut niveau sur les programmes devrait achever son examen au début de 2016.

21. S'appuyant sur les travaux entrepris en 2014, le Conseil a publié une déclaration commune à la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe tenue à Sendai (Japon) du 14 au 18 mars 2015. Il y a souligné la détermination des organismes du système des Nations Unies à faire en sorte que leur action collective pour parvenir au développement durable soit ancrée dans la réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience, à aider les pays à mettre en place une solide gouvernance des risques, qui repose sur des décisions efficaces et prises en connaissance de cause, et à promouvoir des opérations cohérentes et utiles. À sa deuxième session ordinaire de 2015, le Conseil a décidé d'établir, sous la direction du Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, une version révisée du Plan d'action des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience, tenant compte de l'évolution de la situation en ce qui concerne le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

22. Par l'intermédiaire de son Comité de haut niveau sur les programmes, le Conseil des chefs de secrétariat a aussi progressé dans l'élaboration d'une contribution cohérente du système des Nations Unies aux travaux d'Habitat III, qui aura lieu à Quito en octobre 2016, comme l'avait demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 67/216. La version finale de cette contribution lui sera présentée pour examen et approbation à sa première session ordinaire de 2016 et sera mise à la disposition du processus préparatoire de la Conférence, suivant le souhait exprimé par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/8, avant la session du Comité préparatoire de la Conférence qui doit se tenir en juillet 2016 à Jakarta.

A. Accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

23. Dans le but d'aider à accélérer les progrès dans les pays qui ne sont pas partis pour atteindre un ou plusieurs des objectifs du Millénaire pour le développement, le Conseil des chefs de secrétariat a procédé à un examen de la mise en œuvre nationale des objectifs à chacune des réunions qu'il a tenues depuis sa première session ordinaire de 2013. Cet examen a été mené conjointement par le Président du Groupe de la Banque mondiale et l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement. Il a permis d'identifier les goulets d'étranglement qui entravent les progrès dans la réalisation des objectifs et d'engager ainsi les organismes des Nations Unies à prendre des mesures adaptées pour aider les pays à obtenir des résultats.

24. Depuis qu'il existe, l'examen a porté sur 16 pays et 1 région, couvrant les objectifs définis pour la pauvreté et la faim, la mortalité maternelle et infantile, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la nutrition, l'emploi et la santé. Il a été mené à l'échelle du système suivant une méthode intégrée et intersectorielle au niveau des pays. Dans ses résolutions 69/17 et 70/8, l'Assemblée générale s'est félicitée de l'action engagée par le Conseil pour accélérer la réalisation des objectifs et du concours actif qu'il a fourni aux efforts déployés dans les pays pour parvenir à des résultats tangibles.

25. En 2015, lors du cinquième cycle d'examen, le Comité s'est concentré sur l'objectif 6 (Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies), en particulier l'évaluation des efforts visant à accélérer les progrès pour réduire la prévalence, l'incidence et la mortalité de la tuberculose au Bangladesh; combattre le VIH/sida et le paludisme en République démocratique du Congo; et faire reculer la prévalence, l'incidence et la mortalité des maladies non transmissibles dans les pays insulaires du Pacifique. Les coordonnateurs résidents des Nations Unies, les directeurs de pays de la Banque mondiale et les membres du Conseil ont examiné les moyens de promouvoir la réalisation des objectifs liés à la santé dans les différents contextes nationaux en vue de renforcer l'assistance fournie dans les pays concernés et de promouvoir une plus grande coordination entre les programmes des organismes qui y opèrent.

26. Dans le cadre du sixième et dernier cycle d'examen, le Conseil a tenu un débat sur les enseignements tirés de l'initiative qui pourraient être appliqués au titre du soutien apporté à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les membres ont estimé que le processus d'examen avait permis de renforcer et d'améliorer la coordination et la cohérence de l'appui du système des Nations Unies à l'exécution des plans d'action pris en charge par les pays pour diligenter la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'examen a eu pour effets d'accroître l'harmonisation, d'intensifier les échanges de bonnes pratiques et de mieux centrer le débat. Le Conseil a jugé qu'il faudrait, pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable, adopter une approche tout aussi souple et intégrée, qui exploite au mieux la diversité des organismes des Nations Unies et leurs compétences spécialisées.

B. Faciliter l'action menée par le système des Nations Unies face aux changements climatiques

27. En décembre 2015, à l'issue de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Paris, les États Membres ont adopté l'Accord de Paris, engagement mondial en faveur d'une action climatique ambitieuse. Dans une déclaration conjointe publiée avant la session, les membres du Conseil ont annoncé qu'ils aideraient les États Membres à relever les défis liés à l'évolution du climat dans le cadre général des initiatives de développement durable et à renforcer la résilience des populations, des collectivités et des pays face aux effets néfastes des changements climatiques.

28. À la session, le système des Nations Unies est intervenu collectivement, de façon coordonnée et rationnelle, pour mieux mettre ses connaissances et services qui concernent le climat à la disposition des Parties aux négociations et démontrer sa volonté d'apporter aux États Membres un appui coordonné dans le domaine de l'action climatique. Plus précisément, le Groupe de travail sur les changements climatiques du Comité de haut niveau sur les programmes a coordonné 16 manifestations parallèles organisées conjointement par le système qui portaient sur différents aspects de la transition vers un développement sobre en carbone; contribué à l'organisation d'une exposition consacrée à l'Unité d'action des Nations Unies, qui a rassemblé les entités du système autour de questions essentielles telles que les villes durables, le transport et le financement de l'action climatique; diffusé une version actualisée de la publication conjointe intitulée *Comment le système des Nations Unies soutient l'action ambitieuse sur les changements climatiques*; et fait paraître une compilation des publications du système les plus récentes et pertinentes sur les changements climatiques.

IV. Accroître l'efficacité, l'efficience, la cohérence et l'effet des activités opérationnelles des Nations Unies en faveur du développement

29. En 2015, le Groupe des Nations Unies pour le développement a continué d'accorder la plus haute priorité à une mise en œuvre cohérente de la résolution 67/226 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies en mettant notamment l'accent sur l'amélioration du fonctionnement du système des Nations Unies pour le développement, le renforcement des capacités nationales et l'efficacité du développement, la coopération Sud-Sud, ainsi que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

30. L'intégration de l'appui à la coopération Sud-Sud dans la programmation au niveau des pays a conservé une grande importance pour le Groupe en 2015. En application de la décision 18/1 du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud et de la résolution 69/239 de l'Assemblée générale, il a créé une équipe spéciale sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, qui s'emploie à mobiliser les ressources humaines, financières et autres des organismes des Nations Unies pour entreprendre des activités concertées qui contribuent à garantir un soutien systématique et coordonné au profit de la coopération Sud-Sud et de la coopération

triangulaire dans les activités opérationnelles des Nations Unies au niveau des pays et des régions.

31. Dans le cadre des efforts visant à renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, l'équipe spéciale a commencé à cartographier les bonnes pratiques appuyées par le système des Nations Unies et d'autres organisations multilatérales, notamment des institutions sous-régionales et régionales. Il est prévu que ce recueil de bonnes pratiques serve à équiper les coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies d'outils politiques, de solutions pratiques et de stratégies qui leur permettent de conseiller les gouvernements nationaux sur les mesures concrètes à prendre en vue d'intégrer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les plans et interventions de développement à l'échelle nationale.

32. Pour promouvoir l'intégration des approches Sud-Sud, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a fourni une assistance technique aux équipes de pays des Nations Unies en matière d'application de la coopération Sud-Sud dans le cadre de manifestations consacrées à l'apprentissage et lors d'un atelier portant sur l'appui des Nations Unies aux pays à revenu intermédiaire en Afrique orientale, australe et occidentale. L'équipe spéciale a également commencé à actualiser le plan-cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire (voir SSC/17/3) et à l'aligner sur les objectifs et cibles de développement durable.

33. Le Groupe des Nations Unies pour le développement a encore avancé dans la mise en œuvre des mandats de l'Assemblée générale concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. À l'heure actuelle, quelque 61 % des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement prévoient des résultats spécifiques en matière d'égalité des sexes, contre 45 % l'année dernière. En outre, le Groupe a été à l'origine de la cartographie des personnels travaillant sur l'égalité des sexes dans tout le système des Nations Unies, initiatives dont les conclusions devraient éclairer les travaux préparatoires de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement des Nations Unies en 2016.

34. Le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement demeure un outil essentiel pour renforcer la cohérence et l'application du principe de responsabilité au niveau des pays. En 2015, le Groupe des Nations Unies pour le développement s'est mis à travailler sur de nouvelles directives pour l'élaboration de programmes de pays qui répondent aux exigences du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par des mesures en faveur d'une action véritablement intégrée dans les domaines de l'analyse, de la planification, de la budgétisation, de l'exécution, du suivi, de l'évaluation et de l'établissement de rapports en commun.

35. Dans sa résolution 67/226, l'Assemblée générale a constaté que l'initiative « Unis dans l'action » contribuait beaucoup au renforcement de la cohérence, de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience du système des Nations Unies pour le développement. Au cours de l'année écoulée, le Groupe des Nations Unies pour le développement a continué d'enregistrer des progrès sensibles dans la tâche consistant à faire en sorte que la deuxième génération de l'initiative « Unis dans l'action », souhaitée et prise en charge par les gouvernements nationaux, produise les effets attendus en termes d'amélioration des résultats, de la responsabilisation ainsi que du suivi et de l'évaluation. À la fin de 2015, 52 États avaient

officiellement demandé que les organismes du système des Nations Unies pour le développement œuvrant dans leur pays se montrent « unis dans l'action ». Le Groupe des Nations Unies pour le développement a poursuivi la mise en œuvre des procédures opérationnelles permanentes concernant les équipes de pays des Nations Unies et lancé sur son site Web (www.undg.org) un outil de suivi de ces procédures qui donne un aperçu de leur application progressive dans chaque pays. L'adoption des procédures par un nombre croissant d'équipes de pays a contribué à l'amélioration de l'organisation interne, à la réduction des coûts de transaction pour les gouvernements et à l'obtention de gains d'efficacité au niveau des modalités de fonctionnement.

36. Afin de renforcer la planification stratégique et l'établissement de rapports sur les résultats des opérations des Nations Unies à l'échelle nationale, le Groupe des Nations Unies pour le développement a élargi le lancement de la Stratégie relative aux modalités de fonctionnement à 36 pays en vue d'améliorer le rapport coût-efficacité et la qualité des processus d'appui opérationnel. Il est ressorti d'une évaluation que l'exécution de la Stratégie présentait un intérêt notable pour les pays de programme du point de vue de l'efficacité de la mise en œuvre des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement et de la réalisation des résultats de développement. La Stratégie a également permis de réaliser des gains d'efficacité dans le domaine de l'appui opérationnel, à la fois par l'obtention de rabais en volume et par l'élimination des coûts de transaction entre toutes les entités participantes des Nations Unies au niveau des pays.

37. Par ailleurs, le Groupe des Nations Unies pour le développement s'emploie de plus en plus à renforcer la mise en place de services communs. À cette fin, il a entamé la collecte et le regroupement des concepts qui ont fait leurs preuves aux fins des opérations conjointes, dans le but de réduire les coûts de transaction attachés à l'élaboration et à l'exécution des opérations communes au niveau national dans le cadre de la Stratégie relative aux modalités de fonctionnement. Ces services communs normalisés offrent une solution prête à l'emploi que les pays peuvent adapter à leurs besoins locaux. Ils se présentent sous forme de modules comprenant par exemple des solutions faisant appel aux énergies renouvelables ou des systèmes de suivi par satellite qui permettent d'améliorer la sécurité et de réduire les coûts de gestion d'un parc de véhicules.

38. En mettant l'accent sur la gouvernance des services communs d'appui aux opérations au niveau des pays, le Groupe des Nations Unies pour le développement et le Comité de haut niveau sur la gestion ont commencé à piloter l'établissement d'un centre intégré de services – le Centre des services communs – au Brésil, qui devrait débiter officiellement ses activités en janvier 2016. Le Centre a pour objectif de rationaliser les principaux domaines d'opération des organismes participants en regroupant les services d'appui opérationnel de tout le système des Nations Unies dans une seule installation au niveau national. Il a été conçu comme un centre de services communs dans les domaines des achats, des voyages et des technologies de l'information et des communications. Le regroupement ainsi opéré devrait réduire la duplication des fonctions et les coûts d'administration et de transaction, tout en accroissant la qualité et l'efficacité de ces services.

39. À la fin de 2015, sept organismes des Nations Unies participaient à l'initiative. Le Centre des services commun renforce la simplification des mécanismes et l'harmonisation des procédures, en intégrant les services opérationnels de façon

plus efficace et rationnelle et en permettant aux organismes des Nations Unies de se concentrer sur les activités et les programmes stratégiques. Il devrait garantir qualité et contrôle, donner lieu à des économies d'échelle et accroître la transparence et la cohérence entre les entités des Nations Unies ainsi qu'entre le système des Nations Unies et ses partenaires et clients externes.

40. En application de la résolution 67/226, dans laquelle l'Assemblée générale a encouragé les États Membres qui contribuent aux ressources autres que les ressources de base à donner la priorité aux mécanismes de financement communs, thématiques et conjoints aux niveaux mondial, régional et national, le Groupe des Nations Unies pour le développement a relancé le fonds « Obtenons des résultats ensemble ». Ce fonds a pour visée globale d'aider les pays concernés par l'initiative « Unis dans l'action » à obtenir des résultats sur le plan du développement durable en finançant la politique intégrée du système des Nations Unies conformément aux priorités et objectifs nationaux de développement.

41. Le Groupe des Nations Unies pour le développement a également soutenu activement la consolidation du partenariat entre les Nations Unies et la Banque mondiale dans les pays fragiles et touchés par un conflit, notamment par l'élaboration d'un cadre de résultats stratégiques sur la collaboration stratégique et opérationnelle et par une révision de la méthode d'évaluation des besoins après un conflit.

42. En 2015, le Groupe des Nations Unies pour le développement a aussi pris des mesures supplémentaires pour améliorer l'efficacité du système des coordonnateurs résidents. Le cadre de compétences des coordonnateurs résidents a été actualisé afin de mieux refléter les aspects essentiels du rôle de coordonnateur résident, la complexité du contexte extérieur et l'engagement du système des Nations Unies à renforcer la cohérence dans l'exécution des programmes et opérations au niveau des pays. Le Groupe a également achevé la mise au point d'un nouveau système de gestion des résultats en vue de renforcer la collaboration et la responsabilisation des équipes de pays des Nations Unies.

43. Afin que les coordonnateurs résidents disposent de ressources stables et prévisibles pour s'acquitter efficacement de leur mandat, le Groupe des Nations Unies pour le développement a poursuivi la mise en œuvre de l'accord de partage des coûts du système des coordonnateurs résidents à l'échelle mondiale, comme y engageaient le Conseil économique et social dans sa résolution 2014/14 et l'Assemblée générale dans sa résolution 67/226.

V. Améliorer les fonctions administratives et de gestion du système des Nations Unies et innover en la matière

44. À sa session de mars 2015, le Comité de haut niveau sur la gestion a passé en revue l'état d'avancement de la mise en œuvre de son plan stratégique pour 2013-2016, qu'il a jugée en bonne voie de s'achever avec succès. Le plan a pour objectif central d'harmoniser et de simplifier les pratiques institutionnelles et met en avant les mesures qui correspondent et font suite aux priorités définies à cet égard par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/226, en particulier la rationalisation interne des activités, l'élaboration d'accords-cadres interinstitutions, la mise en

place de services d'appui communs et une plus grande collaboration en matière d'achats.

45. En 2015, le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion a continué d'encourager activement la collaboration et l'harmonisation des politiques et procédures dans le domaine des achats. Les directives élaborées par le Comité pour harmoniser les achats ont produit des résultats prometteurs, les premiers rapports faisant ressortir une tendance croissante à conclure des accords à long terme, qui ont pour buts d'éviter les doubles emplois dans les procédures d'achat, d'obtenir des économies d'échelle et de réduire les dépenses. Il est prévu de fournir un appui national renforcé à la mise en œuvre de la stratégie d'achats communs, en 2016, avec la collaboration du Groupe des Nations Unies pour le développement. De plus, une « clause de collaboration » a été adoptée qui donne à tous les organismes participants la possibilité d'accepter le résultat du processus d'achat d'une autre institution en vertu des clauses types figurant dans les directives internes applicables, de façon à éviter les chevauchements entre les contrôles internes de tel et tel organisme et pour obtenir une meilleure efficacité grâce à une collaboration accrue. Cette disposition s'inscrit dans le droit fil de l'adoption progressive entre les organismes des Nations Unies de la notion de reconnaissance mutuelle dans les activités opérationnelles.

46. Le Réseau achats a également poursuivi ses travaux sur un certain nombre de projets axés sur le renforcement de services communs. Un projet concernant les opérations communes d'achat de véhicules a abouti à la mise en place d'accords à long terme pour plusieurs modèles de véhicules. D'autres accords à long terme sont en cours d'établissement pour couvrir toute la gamme des modèles. En outre, des accords à long terme communs ont été conclus pour les expéditions de fret, ce qui devrait permettre de réaliser des économies sensibles dans l'ensemble du système des Nations Unies. La collaboration en matière d'achats dans les villes sièges s'est maintenue tout au long de 2015.

47. Le nouveau système d'agrément des fournisseurs, introduit sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (www.ungm.org) en 2013, a continué d'accroître l'efficacité de la procédure et entraîné une forte hausse du nombre de fournisseurs agréés provenant de pays en développement ou en transition. Dans sa résolution 70/8, l'Assemblée générale a salué les efforts déployés par le Conseil en vue de renforcer la collaboration en matière d'achats et l'a prié de poursuivre ses travaux dans ce domaine. En 2015, le nombre total de fournisseurs a augmenté de 16 % par rapport à l'année précédente, pour s'établir à près de 81 000. Le nombre de fournisseurs basés dans des pays en développement ou en transition a doublé entre la fin de 2013 et la fin de 2014, et continué de croître en 2015. Il avait atteint plus de 48 000 à la fin de 2015, soit 60 % du total.

48. En 2015, le Comité de haut niveau sur la gestion a examiné les conclusions de l'étude de faisabilité sur l'interopérabilité du progiciel de gestion intégré. Assortie de recommandations qui ne se limitaient pas à des solutions techniques, l'analyse a constitué une contribution importante à l'action menée en vue d'améliorer l'efficacité du système des Nations Unies pour le développement par la collaboration dans le domaine des opérations. Dans le cadre de ses activités de suivi, le Comité a créé une équipe spéciale intersectorielle qu'il a chargée d'examiner et d'évaluer précisément les conclusions, en termes de coûts,

d'avantages, de risques et de pertinence à l'égard des processus de l'ONU, et de formuler des recommandations dont il se saisirait à sa session de mars 2016.

49. S'agissant des finances et du budget, le Réseau finances et budget du Comité de haut niveau sur la gestion a poursuivi ses travaux sur la préparation aux situations d'urgence et la résilience institutionnelle. Depuis que le Conseil a adopté, en 2014, le Système de gestion de la résilience de l'Organisation des Nations Unies, 26 organismes et entités ont rendu compte des efforts qu'ils déployaient pour appliquer les principaux indicateurs de résultats afin d'évaluer les avancées obtenues du point de vue de la résilience de l'Organisation et de l'aptitude du système des Nations Unies à protéger son personnel et ses biens. Jusqu'à présent, c'est dans les domaines relatifs aux politiques, à la gouvernance et à la gestion des risques que les progrès plus notables ont été accomplis.

50. En ce qui concerne les services de trésorerie, la mise en place d'accords bancaires a débuté dans plus de 12 pays. Ces accords se traduiront par une réduction générale des frais bancaires et des risques opérationnels et par un allègement marqué des efforts locaux requis pour le choix, la documentation et le contrôle des services bancaires. Les négociations menées en vue d'établir des accords mondiaux qui offrent le bénéfice d'économies d'échelle accrues ont également progressé avec les quatre plus grandes banques avec lesquelles l'ONU fait affaire. Au début de 2016, l'accord-cadre sur les services bancaires qui doit intervenir entre le Secrétariat et la Standard Chartered Bank au début de 2016 sera le premier contrat de ce type à être signé et permettra aux entités des Nations Unies d'avoir accès aux services bancaires et de trésorerie fournis par la Standard Chartered Bank et de ses filiales dans 28 pays. L'adoption d'une approche normalisée et coordonnée des procédures d'achat et de l'administration des services bancaires mondiaux entraînera des gains d'efficacité accrus pour l'ensemble des organismes des Nations Unies. Le reste des accords à conclure avec les autres grands partenaires bancaires de l'ONU devraient l'être d'ici à la fin de 2016.

51. Comme suite à la résolution 68/244 sur la gestion des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, le Réseau finances et budget a mené en 2015 une étude à l'échelle du système pour analyser les points communs et les différences entre les organismes des Nations Unies concernant la définition, le financement et la gestion de l'assurance maladie après la cessation de service. L'étude donnait une vue d'ensemble de la situation effective des régimes et caisses d'assurance maladie après la cessation de service et des engagements de chaque organisme à cet égard, permettant ainsi de procéder à un examen approfondi des moyens de gagner en efficacité et de maîtriser les coûts. Un rapport sur les conclusions de cette étude a été présenté pour examen à la reprise de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale (A/70/590).

52. En application de la résolution 69/17 de l'Assemblée générale, le Réseau ressources humaines du Comité de haut niveau sur la gestion a organisé un atelier pour échanger des données d'expérience et recenser les bonnes pratiques concernant les principaux aspects de la gestion de la performance. Au cours de la prochaine phase, un cadre de mesure sera établi afin de surveiller la qualité globale et la maturité des régimes de gestion de la performance à l'échelle institutionnelle. En outre, des propositions seront élaborées en vue d'accroître l'efficacité et l'efficience de la collaboration entre les spécialistes de la gestion de la performance du système des Nations Unies.

53. Conscient de l'importance du multilinguisme, le Conseil des chefs de secrétariat a continué de s'employer à le promouvoir et à le faciliter conformément à la résolution 67/292 de l'Assemblée générale. Une enquête portant sur l'effet obtenu a été réalisée en 2015 auprès des organismes membres du Conseil. Les résultats montrent que les organismes membres font paraître toutes leurs publications internes et externes dans au moins deux des six langues officielles de l'ONU, ainsi que dans la langue locale lorsqu'ils le jugent nécessaire.

54. Conformément à la résolution 70/9 de l'Assemblée générale, qui traite de l'utilisation de la terminologie officielle de l'Organisation des Nations Unies et au préambule de la résolution 69/324 sur le multilinguisme, et notant que de nombreux organismes membres du Conseil des chefs de secrétariat ont déjà des référentiels officiels en ce qui concerne la terminologie, le secrétariat du Conseil a encouragé l'utilisation de ces ressources précieuses dans l'ensemble du système pour tous les aspects de la communication interne et externe des organismes. Pour toute organisation du système des Nations Unies qui ne disposerait pas de tels moyens en matière de terminologie, et en application de la résolution 68/251, le secrétariat du Conseil engage vivement les organismes à se référer à UNTERM, la base de données terminologique mondiale, qui constitue la principale ressource de l'ONU dans le domaine de la terminologie. Tenue à jour par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences du Secrétariat, la base de données fournit des éléments de terminologie et de nomenclature sur les sujets intéressant les travaux de l'Organisation des Nations Unies. Elle se trouve à l'adresse <http://untermportal.un.org> et est accessible à la fois au grand public et aux utilisateurs disposant d'identifiants de connexion. Le secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat continuera de travailler avec le Département pour faciliter le partage avec les organismes membres du Conseil de connaissances et de ressources multilingues et de l'accès à la terminologie officielle de l'Organisation des Nations Unies.

VI. Appliquer les Normes comptables internationales pour le secteur public

55. Comme suite à la décision du Comité de haut niveau sur la gestion concernant l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) par le système des Nations Unies en 2005 et l'établissement d'un projet cofinancé à l'échelle du système en 2006 (voir CEB/2006/3), les 24 organismes ont achevé avec succès leur mise en application des normes IPSAS et continuent de faire l'objet d'opinions sans réserve lors des audits, y compris les trois organismes qui ont présenté leurs premiers états financiers conformes aux normes IPSAS pour l'année terminée le 31 décembre 2014. Les résultats attestent de la capacité du système des Nations Unies d'adopter ces normes et de s'y conformer durablement pour améliorer la qualité de son information financière et renforcer la transparence et l'application du principe de responsabilité.

56. Les principales activités du Groupe de travail des normes comptables au cours de la période suivant la mise en œuvre des normes IPSAS consistent à favoriser leur application durable, à faire en sorte que les avantages qui en découlent soient exploités au mieux, à rehausser la qualité des états financiers conformes et des autres rapports financiers et à identifier les domaines dans lesquels il serait possible

d'harmoniser les politiques et pratiques d'information financière à l'échelle du système des Nations Unies.

57. En 2015, le Groupe de travail a chargé plusieurs groupes thématiques des tâches suivantes : a) élaborer des outils permettant d'analyser la durée de vie utile et la dépréciation des immobilisations corporelles; b) examiner les prescriptions des nouvelles normes IPSAS sur la comptabilité des intérêts dans d'autres entités, et c) remédier aux problèmes d'information financière en ce qui concerne les locaux communs et les soldes interinstitutions. Les groupes thématiques poursuivront leurs activités en 2016. Récemment, le Groupe de travail a également créé de nouveaux groupes thématiques avec, pour mission, d'envisager l'harmonisation des méthodes comptables et des modes d'évaluation de l'assurance maladie après la cessation de service à l'échelle du système des Nations Unies, ainsi que la simplification de la comptabilité des charges imputables aux activités cofinancées.

58. L'équipe chargée du projet IPSAS a continué d'appuyer le Groupe de travail en facilitant la tenue de ses réunions et ses échanges avec les comités de haut niveau et les auditeurs externes, en suivant de près les activités du Conseil des normes IPSAS, en coordonnant la diversité de l'information financière conforme aux normes IPSAS et en fournissant des orientations et un soutien dans les domaines d'intérêt particulier identifiés par le Groupe.

VII. Accentuer la transparence et le respect du principe de responsabilité

59. La poursuite du dialogue de fond direct entre le Conseil et les États Membres, conformément à ce qu'avait demandé l'Assemblée générale dans ses résolutions 64/289 et 69/17, et le renforcement de la transparence et de l'application du principe de responsabilité dans les activités du Conseil sont restés des priorités en 2015. Des séances d'information et des dialogues ont été organisés tout au long de l'année pour échanger avec les États Membres. En février, la Vice-Présidente du Comité de haut niveau sur la gestion a présenté au Conseil économique et social un compte rendu actualisé sur l'approche intégrée du système des Nations Unies en matière d'harmonisation et de simplification des opérations, qui a été suivi, en mars, d'un exposé conjoint du secrétariat du Comité et du Bureau de la coordination des activités de développement sur la coordination entre le Groupe des Nations Unies pour le développement et le Comité de haut niveau sur la gestion. En mai, le Secrétaire du Conseil des chefs de secrétariat a donné au Conseil économique et social un exposé informel sur les mécanismes de coordination des Nations Unies, puis, en juin, un exposé sur les travaux du Conseil. En juin également, le Comité du programme et de la coordination a entendu la présentation que le secrétariat du Conseil était tenu de lui faire au sujet des activités de l'organe. En octobre, la Vice-Présidente du Comité de haut niveau sur la gestion et le Coprésident du Groupe de travail sur les pratiques de fonctionnement, qui relève du Groupe des Nations Unies pour le développement, ont fait aux États Membres un exposé sur le thème du rôle des pratiques institutionnelles des Nations Unies dans le monde d'après 2015.

60. En outre, le Groupe des Nations Unies pour le développement a publié son premier rapport sur les résultats obtenus en 2014, qui portait sur l'application de la modalité de partage des coûts du Groupe aux niveaux national, régional et mondial. Le rapport fait fond sur les données émanant du système mondial de gestion de

l'information, récemment mis en place par le Groupe, qui permet un suivi systématique et plus précis des résultats de la coordination et la collecte à l'avenant des données y afférentes auprès des bureaux des coordonnateurs résidents. Le système devrait devenir un outil essentiel pour l'évaluation des progrès accomplis en matière de cohérence et de coordination au niveau des pays.

61. La supervision des améliorations apportées à l'efficacité et à la sécurité du site Web du Conseil des chefs de secrétariat a également été une activité importante en 2015. Les exercices annuels de collecte et de validation des données et des statistiques financières relatives aux ressources humaines ont eu lieu, de même qu'ont débuté les travaux touchant à la refonte des prescriptions, des processus et des plateformes de collecte de données, qui doit commencer à s'appliquer au cours de l'année 2016, en vue du plein respect des engagements pris au titre de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide.

VIII. Coordination entre le Conseil des chefs de secrétariat et les autres organismes à financement conjoint

62. Par l'intermédiaire de ses organes subsidiaires, le Conseil des chefs de secrétariat continue de contribuer aux programmes de travail respectifs de la CFPI et du Corps commun d'inspection.

63. Au cours de l'année 2015, le Comité de haut niveau sur la gestion est resté activement engagé, par l'intermédiaire de son réseau Ressources humaines, dans l'étude d'ensemble menée par la CFPI sur les prestations offertes par les organisations appliquant le régime commun, en participant aux sessions de la Commission ainsi qu'aux réunions de ses trois groupes de travail chargés de la rémunération, de la compétitivité et des incitations à la bonne performance. En novembre 2015, le Conseil des chefs de secrétariat a publié une déclaration dans laquelle il saluait les recommandations présentées par la CFPI dans son rapport annuel pour 2015 (A/70/30), qui portaient sur la rationalisation, la simplification et la transparence et sur le rapport coût-efficacité.

64. La collaboration forte entre le Conseil et le Corps commun d'inspection s'est également poursuivie en 2015, étant donné que celui-ci a maintenu son attention sur des questions intéressant l'ensemble du système. Le Corps commun d'inspection collabore principalement avec les mécanismes du Conseil dans le cadre de l'établissement de ses rapports. Par exemple, le Comité de haut niveau sur la gestion a participé, par l'intermédiaire de son réseau achats, à l'élaboration du rapport du Corps commun d'inspection sur la gestion et l'administration des marchés dans les organismes des Nations Unies (voir A/70/676). En outre, le Corps commun d'inspection et le secrétariat du Conseil ont maintenu leur pratique de longue date qui consiste à se consulter au moment de définir les mandats à retenir pour les prochains rapports et d'identifier les thèmes intéressant l'ensemble du système qu'il convient d'inclure dans le programme de travail du Corps commun d'inspection.

IX. Conclusions

65. Durant l'année 2015, le Conseil a systématiquement pris part aux efforts déployés par le système des Nations Unies pour renforcer la coordination et la

cohérence autour d'un large éventail de questions concernant les programmes, la gestion et les opérations, afin d'appuyer la mise en œuvre des mandats et priorités établis par les organismes intergouvernementaux. Au vu des défis de plus en plus complexes que la communauté internationale est appelée à relever, le système des Nations Unies s'est efforcé d'aider les États Membres en promouvant des activités de préparation et de suivi des conférences et des réunions au sommet des Nations Unies, en rehaussant la cohérence et la coordination des politiques, en renforçant l'efficacité des activités opérationnelles de développement et en améliorant les fonctions d'administration et de gestion du système des Nations Unies.

66. On trouvera à la fin du présent rapport une annexe qui rend compte de l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations figurant dans le rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa cinquante-cinquième session (A/70/16).

Annexe

Résumé de l'état d'avancement de la mise en œuvre des conclusions et recommandations figurant dans le rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa cinquante-cinquième session (A/70/16)

Conclusions et recommandations

Le Comité a recommandé de nouveau que l'Assemblée générale appelle l'attention du Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, sur les sujets de préoccupation suivants :

a) La nécessité de veiller à ce que les activités et initiatives du Conseil, notamment celles qui ont trait à la cohérence de l'action menée par le système des Nations Unies, y compris l'adoption volontaire de l'initiative « Unis dans l'action » telle que définie dans la résolution 67/226 de l'Assemblée (sect. IV.C), soient pleinement conformes aux mandats intergouvernementaux;

b) La nécessité de veiller à ce que les mesures prises par le Comité de haut niveau sur la gestion soient davantage en harmonie avec les orientations fixées par les organes délibérants des Nations Unies, y compris dans le domaine des achats (par. 261).

Le Comité a noté que le Conseil des chefs de secrétariat poursuivait son œuvre d'harmonisation et de simplification des pratiques institutionnelles et s'est félicité des gains d'efficacité que permettait l'allègement des contraintes administratives et procédurales, l'objectif étant à terme d'améliorer la cohérence, la coordination, l'efficacité, la transparence dans le système des Nations Unies et de renforcer la crédibilité de celui-ci. Le Comité a de nouveau recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil, de poursuivre ses travaux en la matière (par. 263).

Le Comité a pris note de la création du Centre des services communs au Brésil dans l'objectif de rationaliser les principaux domaines d'opération des organismes participants, en regroupant les services d'appui, et recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil, de lui rendre compte de la question (par. 264).

État d'avancement de la mise en œuvre

À toutes les étapes de son action, le Conseil veille scrupuleusement à ce que ses activités et initiatives et les travaux entrepris par ses organes subsidiaires soient menés en appui et conformément aux mandats intergouvernementaux, notamment la résolution 67/226 de l'Assemblée générale, qui guide les efforts déployés à l'échelle du système en vue de renforcer la cohérence et la coordination des activités opérationnelles des Nations Unies (voir E/2016/56, par. 35).

Le Comité de haut niveau sur la gestion a continué d'œuvrer activement en faveur de la collaboration et de l'harmonisation des politiques et procédures dans le domaine des achats, en application des dispositions énoncées par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/226 sur l'examen quadriennal complet et dans le respect des règles et règlements de l'ONU régissant la passation de marchés (voir E/2016/56, par. 45).

Par l'intermédiaire de son Comité de haut niveau sur la gestion, le Conseil poursuit ses travaux relatifs à l'harmonisation et à la simplification des pratiques institutionnelles en mettant l'accent sur la rationalisation des opérations, l'élaboration d'accords-cadres interinstitutions, la mise en place de services d'appui communs et une collaboration accrue en matière d'achats (voir E/2016/56, par. 44 à 54).

Le Centre des services communs au Brésil devait débiter officiellement ses activités en janvier 2016. Le Centre a pour objectif de rationaliser les principaux domaines d'opération des organismes participants en regroupant les services d'appui opérationnel de tout le système des Nations Unies dans une seule installation au niveau national (voir E/2016/56, par. 38 et 39).

Le Comité a pris note de l'initiative prise par le Conseil de partager les bonnes pratiques en matière de gestion de la performance en instaurant un échange de témoignages entre les directeurs des ressources humaines des organisations participantes et recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil, de continuer à promouvoir les bonnes pratiques auprès des organisations participantes (par. 265).

Le Comité a rappelé le paragraphe 22 de la résolution 69/273 de l'Assemblée générale et recommandé que l'Assemblée prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil, de promouvoir l'utilisation stratégique des accords à long terme, selon qu'il conviendrait, dans le cadre des passations de marchés au sein du système des Nations Unies (par. 266).

Le Comité a constaté les efforts continus du Conseil visant à renforcer la collaboration en matière de passation de marchés, notamment en ouvrant davantage de possibilités de participation aux prestataires issus de pays en développement ou en transition, et recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil, de poursuivre ses efforts à cet égard (par. 267).

Le Comité a souligné le rôle essentiel que jouerait le Conseil dans la coordination, à l'échelle du système des Nations Unies, des activités de préparation et de suivi du programme de développement pour l'après-2015, en application des mandats pertinents prescrits par les organismes intergouvernementaux. Il a recommandé à cette fin que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil, de lui indiquer, dans le rapport annuel qu'il lui présenterait à sa cinquante-cinquième session, les moyens de renforcer ce rôle de manière à promouvoir la cohérence des politiques à l'échelle du système des Nations Unies et assurer ainsi une coordination efficace des nombreuses activités touchant la programmation, la gestion et les opérations de ce programme mondial (par. 268).

Le Comité a demandé au Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil, d'encourager à nouveau les fonds et programmes, ainsi que les

Le Groupe de travail sur le suivi du comportement professionnel a organisé un atelier destiné à échanger des données d'expérience et recenser les bonnes pratiques dans les principaux domaines de la gestion de la performance. Dans un deuxième temps, il sera procédé à la mise au point d'un cadre de mesure visant à contrôler la qualité et la maturité globales des systèmes de gestion de la performance institutionnelle (voir E/2016/56, par. 52).

Les directives concernant l'harmonisation des achats ont contribué à faire émerger une tendance croissante à conclure des accords à long terme. Des accords à long terme communs ont été établis pour l'achat de véhicules et les expéditions de fret (voir E/2016/56, par. 45 et 46).

Le Réseau achats a continué d'œuvrer activement en faveur de la collaboration et de l'harmonisation des politiques et procédures dans le domaine de la passation des marchés (voir E/2016/56, par. 44 à 47). Le nouveau système d'agrément des fournisseurs crée continuellement des gains d'efficacité et a conduit à une augmentation par rapport à l'année précédente. Le nombre de fournisseurs originaires de pays en développement ou en transition a également continué de croître en 2015 (ibid., par. 47).

En 2015, le Conseil a pris des mesures pour aider les États Membres à opérer la transition vers la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et renforcer la cohérence des politiques au sein du système des Nations Unies. Par l'intermédiaire de son Comité de haut niveau sur les programmes, il a en particulier mis l'accent sur les questions relatives aux inégalités, aux droits de l'homme et à la prévention des conflits et la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives, ainsi qu'aux conséquences pratiques y afférentes pour les activités du système des Nations Unies. De plus, le Groupe des Nations Unies pour le développement a créé un groupe de travail sur le développement durable (voir E/2016/56, par. 9 à 14).

Par l'intermédiaire du Groupe des Nations Unies pour le développement, le Conseil a continué d'intégrer la coopération Sud-Sud dans les programmes menés au

institutions spécialisées et autres entités des Nations Unies, à continuer, dans le cadre de leurs mandats respectifs, de systématiquement tenir compte de l'appui à la coopération Sud-Sud dans leurs programmes d'activités opérationnelles de développement à l'échelle des pays (par. 269).

Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil, de présenter les contributions apportées par l'ensemble du système au nouveau programme pour les villes, et ce bien avant la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), qui se tiendra à Jakarta du 25 au 27 juillet 2016, afin que les États Membres aient le temps de l'examiner comme il se doit (par. 270).

Le Comité a pris note des efforts continuellement déployés par le Conseil pour dialoguer avec les États Membres, y compris de l'utilisation de son site Web comme moyen d'améliorer et de favoriser la transparence et l'application du principe de responsabilité à l'égard des États Membres (par. 271).

Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil, de continuer à mettre au point une approche coordonnée du multilinguisme dans le système des Nations Unies, en application des résolutions pertinentes de l'Assemblée (par. 272).

niveau des pays. Une équipe spéciale sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire a été créée dans le but de mobiliser les ressources humaines, financières et autres ressources nécessaires pour entreprendre des activités coordonnées à l'appui de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les activités opérationnelles des Nations Unies au niveau des pays et des régions (voir E/2016/56, par. 30 à 32).

Par l'intermédiaire de son Comité de haut niveau sur les programmes, le Conseil a enregistré de nouvelles avancées dans l'élaboration d'une contribution cohérente du système des Nations Unies aux préparatifs d'Habitat III (voir E/2016/56, par. 22).

Le Conseil a poursuivi le dialogue de fond direct avec les États Membres en tenant une série de réunions d'information et de concertation tout au long de 2015. Les travaux d'amélioration du site Web du Conseil ont notamment consisté à collecter et valider des données et à entamer la refonte de la page d'accueil. Le Groupe des Nations Unies pour le développement a publié son premier rapport de résultats (voir E/2016/56, par. 59).

En 2015, le Conseil s'est constamment employé à promouvoir et faciliter le multilinguisme, et son secrétariat continue de collaborer avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences pour favoriser le partage de connaissances et de ressources multilingues (voir E/2016/56, par. 53 et 54).